



Gabon : malgré la validation du coup d'Etat électoral, la page Bongo peut encore être tournée.

Le 27 septembre 2016

Le 27 septembre 2016, après un mois de répression et de déni de la démocratie, Ali Bongo Odimba a prêté serment et entamé un second mandat présidentiel. La révolte de la population gabonaise et de sa diaspora, ainsi que les alertes de la communauté internationale, ne sauraient rester vaines. Pour la campagne "Tournons la page" il existe encore de nombreux moyens pour que le Gabon connaisse l'alternance après 49 ans de règne de la même famille.

Depuis le 31 août dernier et l'annonce des résultats de l'élection présidentielle, le peuple gabonais fait face à une répression sanglante de la part du pouvoir en place. Les chiffres varient entre une dizaine et plusieurs centaines de morts alors que les organisations de défense des droits de l'homme sont empêchées de se rendre sur place pour enquêter.

Malgré l'observation des élections de l'Union Européenne qui a prouvé la fraude massive orchestrée par le camp Bongo, l'unité et la mobilisation des citoyens gabonais sur place et dans les capitales occidentales et le respect des recours légaux par Jean Ping, Ali Bongo est reconduit au palais du bord de mer potentiellement jusqu'en 2023.

La fatalité et la Realpolitik l'emporteront-elles une fois encore sur le respect de l'Etat de droit ? Si le bulletin de vote n'a plus de valeur au Gabon, quel message envoie-t-on aux peuples assoiffés de changement ? Alors que la République Démocratique du Congo se lève contre la volonté de Joseph Kabila de se maintenir au pouvoir, ne pas agir au Gabon signifierait signer un blanc-seing à l'ensemble des autocrates de la région.

L'Union africaine a « pris acte » de la « réélection » d'Ali Bongo. Mais de quel crédit dispose une institution présidée par Idriss Déby, le dictateur tchadien ? L'Onu a « pris note » - ce qui, en langage diplomatique, marque certes une prise de distance, mais aussi un manque de courage pour qualifier le coup de force en cours à Libreville. L'Union européenne a, jusqu'ici, refusé de reconnaître la reconduction du régime gabonais, une attitude bienvenue. Mais saura-t-elle en tirer toutes les conclusions ? La stabilité ne se construira pas par la paix des cimetières mais bien par un processus de reddition des comptes et d'alternance démocratique que les Gabonais ont appelé de leurs vœux.

« Tournons la page » demande aux acteurs de la communauté internationale et en particulier aux Nations Unies, à l'Union Européenne et ses Etats-membres :

- **De ne pas reconnaître le gouvernement d'Ali Bongo Ondimba**
- **de sanctionner les responsables du coup d'Etat électoral et de la répression contre le peuple gabonais**, en particulier : Ali Bongo Ondimba (président de la République sortant), Marie-Madeleine Mborantsuo (présidente de la Cour constitutionnelle),

Mathias Otounga Ossibadjou (ministre de la Défense nationale), Pacôme Moubelet Boubeya (ministre de l'Intérieur) Alain Claude Bilie By Nze (ministre de la communication et porte-parole d'Ali Bongo), le général Grégoire Kouna (chef de la Garde Républicaine). Le régime de sanctions peut notamment inclure, pour ces personnes et leurs proches : le gel et la surveillance de leurs avoirs à l'étranger ; l'interdiction de visa et l'annulation des titres de séjour.

- **De diligenter une enquête internationale indépendante sous égide des Nations Unies** pour faire la lumière sur les massacres, les disparitions et les arrestations arbitraires.
- **De demander la libération de tous les militants de la société civile et de tous les détenus politiques**

Contacts presse :

Laurent DUARTE, coordinateur et porte-parole de la campagne Tournons la page : E-mail : afrique.democratie@secours-catholique.org Tél : +331 49 45 70 97 / +336 50 39 17 83

Marc ONA ESSANGUI, Coordinateur de la coalition Tournons la Page Gabon, Secrétaire Exécutif de Brainforest, Membre du Conseil Mondial de PWYP, Vice-Président du Conseil d'Administration du REDDHAC.

Mail : marc.ona@brainforest-gabon.org Tél : +241 072 941 40